

Publication : **RSEDATANEWS**  
Périodicité : Quotidien  
Date : 21 avril 2022  
Auteur : Aurélie Verronneau

Actualité / Prospective / Management / Emploi / Direction RH / FutureOfWork / Travail / INITIATIVES RSE-  
ESG - SOCIAL-SANTE-INSERTION-FORMATION

## "Le travail est un point aveugle de cette élection présidentielle" (Martin Richer, Management & RSE)

Publié le 21/04/2022 (archived)

Selon le fondateur du cabinet Management & RSE, occultées par le thème du pouvoir d'achat, les valeurs RSE liées au travail, au dialogue social et à l'égalité des genres sont en recul dans les programmes des finalistes de la présidentielle 2022.

### **RSEDATANEWS : Quelle a été la place du travail dans le programme des deux finalistes à la présidentielle ?**

**Martin Richer** : Le travail n'a occupé quasiment aucune place ! Des deux côtés, la notion de pouvoir d'achat a complètement dominé le débat. Le travail n'était donc vu que pour son rôle utilitaire. Pourtant, en 2017 le travail était un thème assez riche chez Emmanuel Macron ; il était présenté comme un levier d'émancipation, une façon de prendre l'ascenseur social, de progresser, d'éviter l'assignation à résidence. Emmanuel Macron présentait alors ce sujet à travers les trois dimensions du travail définies par les philosophes Simone Weil et Hannah Arendt : sa fonction instrumentale, sa dimension sociale et sa dimension de réalisation de soi. Mais lorsque Macron déclare "*il faut que le travail paye*", ce dernier est vu uniquement sous un angle très instrumental, en oubliant les deux autres facettes. Cette année, le débat a été bien plus pauvre, se concentrant uniquement sur le pouvoir d'achat. Cela reflète l'évolution des préoccupations des Français. L'intérêt des Français est passé de l'emploi au pouvoir d'achat, qui placé au premier rang des préoccupations pour 58 % des Français, loin devant la santé à 26 %, écrase tout dans la campagne.

### **RSEDN : Est-ce la même situation sur l'entreprise ?**

**M.R.** : Lors de sa campagne, Emmanuel Macron a articulé presque toutes ses propositions autour du thème "travailler plus". Il avait largement évoqué le sujet de l'entreprise il y a cinq ans, questionnant la finalité de l'entreprise, ce que peuvent en attendre les citoyens, ce qui a d'ailleurs conduit ensuite à l'élaboration de la loi Pacte. Même s'il n'utilisait pas le terme de parties prenantes, il parlait de RSE. Cette fois-ci, le sujet a été complètement écarté par le candidat. De son côté, Marine Le Pen ne se situe pas du tout sur le terrain du travail ou de l'entreprise. Ces deux mots n'apparaissent d'ailleurs pas dans sa profession de foi.

### **RSEDN : Est-ce que d'autres sujets d'entreprise n'ont pas été mis sur le tapis, comme la pénibilité au travail ou la diversité ?**

**M.R. :** La question de la pénibilité est entrée en campagne à plusieurs reprises dans le passé, par exemple lorsque France Télécom avait traversé une crise sociale majeure. Or cette année, elle n'a émergé que dans le contexte sur le débat sur l'âge du départ à la retraite. Tout cela reste donc très instrumental. La lutte contre les discriminations, qui aurait pu être mise en avant par Emmanuel Macron, a également été laissée de côté. En 2017 Emmanuel Macron avait été très offensif sur le sujet via le thème de l'émancipation. Dans les faits, il a agi, en poursuivant les opérations de testing, un outil relativement discret à l'égard du grand public, mais efficace vis à vis des entreprises. Il pourrait mettre en avant l'adoption sous son quinquennat de la loi Rixain, qui devrait faire bouger la situation des femmes dans les Comex comme la loi Copé-Zimmermann a joué ce rôle dans les Conseils d'administration depuis dix ans. La place des administrateurs salariés, renforcée à travers la loi Pacte, aurait également pu être mise en avant.

**RSEDN : De quelle façon les deux candidats se positionnent-ils à l'égard du dialogue social ?**

**M.R. :** Marine Le Pen est très éloignée du monde des syndicats, elle les a d'ailleurs qualifiés d'"idiots utiles du macronisme". Lors d'une réunion publique, on a eu l'occasion de constater que Marine Le Pen ne sait pas ce qu'est le CSE. L'extrême droite estime en effet qu'il revient aux politiques de parler aux « masses », pas aux syndicats. Si Marine Le Pen est fidèle aux traditions d'extrême droite, elle pourrait d'ailleurs essayer de contrer les mouvements syndicalistes. Les syndicats ne s'y sont pas trompés : comme l'a rappelé Emmanuel Macron lors du débat du 20 avril, Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT et Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT ont publié le 16 avril dernier une tribune intitulée "Marine Le Pen, un danger pour les travailleurs". De son côté, Emmanuel Macron n'apprécie pas particulièrement les corps intermédiaires et récuse aux syndicats le droit de porter des positions sur des sujets sociétaux. Il a annoncé cependant un changement de méthode pour son éventuel prochain quinquennat, avec un travail renforcé avec les syndicats.

**RSEDN : On voit que le rapport au travail est bouleversé, avec la place grandissante prise par les plateformes du travail. Cette évolution est-elle abordée par les candidats ?**

**M.R. :** Aucun des deux finalistes à l'élection n'en a parlé, ni de ce qui a été bouleversé pendant la crise : le rôle indispensable des « premiers de corvée », le travail hybride, le fossé entre les cols blancs et les cols bleus. Ces sujets n'ont pas du tout été mis en avant. Le travail est une bonne illustration du fait que le débat politique s'éloigne de l'entreprise. Dans cette campagne, le citoyen s'est incarné dans le consommateur mais pas du tout dans le producteur.

Accédez à cet article en ligne (pour les abonnés à RSEDATANEWS) :

<https://www.rsedataneWS.net/article/article-initiatives-rse-esg-le-travail-est-un-point-aveugle-de-cette-election-presidentielle-martin->